

Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi et loi en vigueur 1975 (convertit le régime de pensions ne découlant pas de la loi, établi en 1958, en régime légal).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 516 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés y compris les travailleurs domestiques, saisonniers et journaliers.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 4,8% du salaire, plus 2% pour régime complémentaire si cadre.

Employeur: 7,2% des salaires, plus 3% des salaires jusqu'à 600 000 francs par mois pour le régime complémentaire des cadres.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 200 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans, anticipation de 2 ans au maximum avec réduction de 5% par année d'anticipation. 1 année de cotisations. Cessation de l'activité.

Pension d'invalidité: Incapacité de travail. 53 ans. 1 année de cotisation.

Pension de survivants: L'assuré était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: Environ 1,33% du salaire de base multiplié par le nombre d'années d'assurance, selon un système de points. Tout emploi exercé avant l'entrée en vigueur du régime est pris en compte à l'égard de l'assurance si au moins 10 ans d'activité dans un emploi couvert par l'assurance avant ou après l'entrée en vigueur du régime (crédit accordé pour périodes d'incapacité). Maximum des années prises en compte: 30.

Supplément pour enfants: 5% de la pension pour chaque enfant à charge de moins de 18 ans; maximum: 15% de la pension.

Allocation soumise au contrôle des ressources due à 55 ans aux personnes nées avant 1922 et justifiant d'au moins 10 ans d'emploi comme travailleur domestique, si n'ayant pas droit à pension.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: La même que la pension de vieillesse y compris le supplément.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension du défunt, si âgée de 50 ans (anticipation de 5 ans au maximum avec réduction de 5% par année d'anticipation) ou élevant 2 enfants à charge de moins de 18 ans. Egalement payée au veuf âgé de 55 ans ou invalide.

Pensions d'orphelins: 20% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de père et de mère de moins de 18 ans. Maximum pour tous les orphelins: 100% de la pension.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de l'Emploi: Surveillance générale.

Institution de Prévoyance retraite du Sénégal: Gestion du régime; administré par un conseil paritaire employeurs-travailleurs.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1952 (prestations de maternité en espèces); 1975 (prestations médicales).

Lois en vigueur: 1973 (prestations de maternité en espèces); 1975 (prestations médicales).

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Prestations médicales: Travailleurs salariés permanents et personnes à leur charge (épouses et enfants).

Prestations en espèces de maternité: Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: A concurrence de 3% du salaire, selon la caisse (prestations médicales).

Employeur: A concurrence de 3% des salaires, selon la caisse (prestations médicales).

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: Jusqu'à 60 000 francs par mois, selon la caisse.

Prestations de maternité en espèces: Voir cotisations pour allocations familiales ci-dessous.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maternité: Femmes exerçant un emploi soumis à l'assurance.

Prestations médicales: 2 mois de cotisations.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie en espèces: Néant.

Prestations de maternité: 100% du salaire.

Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement (peut être prolongé de 3 semaines supplémentaires en cas de complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Paiement partiel du coût des soins de santé, y compris hospitalisation, produits pharmaceutiques, visites de médecin. Le pourcentage de remboursement est déterminé par le conseil administratif des instituts d'assurance santé sur la base des fonds disponibles.

Durée: Pas de limite.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés. Voir également allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de l'Emploi: Surveillance générale.

Caisse de sécurité sociale (auprès du ministère): Gestion du régime des prestations de maternité.

Conseils d'administration (travailleurs et employeurs) des instituts d'assurance-santé: Gestion du régime des prestations médicales. Participation des entreprises occupant au moins 100 travailleurs exigée par la loi; les petites entreprises peuvent soit se grouper pour atteindre ce chiffre au sein d'une IPM interentreprises, soit adhérer à une institution de prévoyance maladie déjà autorisée.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1932.

Lois en vigueur: 1973, 1991.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, apprentis, stagiaires et étudiants des branches techniques.

Assurance volontaire pour certaines catégories de personnes non couvertes ci-dessus.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 1, 3 ou 5% des salaires selon les risques de l'industrie; cotisation moyenne d'environ 2,5%.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 60 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 50% du salaire pendant les 28 premiers jours d'incapacité; 66 2/3% par la suite.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% des salaires moyens. Incapacité partielle: Salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité jusqu'à 50%, et par 150% du degré d'incapacité pour le pourcentage supérieur à 50%.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension. Minimum: 70% du salaire minimum de réparation.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, réadaptation et transport.

Ajustement des pensions selon les variations du salaire minimum.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré.

Pensions d'orphelins: 15% du salaire si 1 enfant à charge, 30% si 2 enfants, 40% si 3 enfants; 10% de majoration par enfant supplémentaire.

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun; maximum 30%.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire de base de réparation.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire en couverture des frais d'enterrement, jusqu'à un maximum spécifié.

Ajustement des pensions selon les variations du salaire minimum.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de l'Emploi: Surveillance générale.

Caisse de sécurité sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1955.

Lois en vigueur: 1973, 1991.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale ayant 1 enfant ou plus. Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 7% des salaires.

Gouvernement: Produit préaffecté d'une partie de l'impôt sur le chiffre d'affaires (couvre environ 1/3 du coût).

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: 60 000 francs par mois.

Les cotisations ci-dessus financent également les prestations de maternité.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 15 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant au moins 3 mois consécutifs et doit travailler 18 jours ou 120 heures par mois (ou la mère doit être veuve d'un bénéficiaire).

Allocation prénatale et de maternité: Examens médicaux réguliers pour la mère et l'enfant prescrits par la loi.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 1 000 francs par mois pour chacun des 6 premiers enfants âgés de 2 à 14 ans, (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide), 750 francs par mois à partir du 7e enfant.

Allocation prénatale: 750 francs par mois pendant 9 mois (en 3 versements) pour chacun des 6 premiers enfants.

Allocation de maternité: 750 francs par mois dès la naissance de chacun des 6 premiers enfants jusqu'à leur 2e anniversaire (650 francs par mois pour chaque enfant après le 6e).

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de l'Emploi: Surveillance générale.

Caisse de sécurité sociale: Gestion du régime.